

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

8 juin 2021

PLFR POUR 2021 - (N° 4215)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° 301

présenté par

M. Naegelen, M. Benoit, M. Guy Bricout, M. Brindeau, Mme Descamps, M. Dunoyer,  
M. Favennec-Bécot, M. Gomès, M. Meyer Habib, M. Lagarde, M. Morel-À-L'Huissier,  
Mme Sophie Métadier, Mme Sanquer, Mme Six, Mme Thill et M. Zumkeller

-----

**ARTICLE 5****ÉTAT B****Mission « Sécurités »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>Autorisations d'engagement suppl. ouvertes</b>	<b>Autorisations d'engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement suppl. ouverts</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
Police nationale	0	-6 000 000	0	-6 000 000
Gendarmerie nationale	0	-8 000 000	0	-8 000 000
Sécurité et éducation routières	0	0	0	0
Sécurité civile	0	0	0	0
<b>TOTAUX</b>	0	-14 000 000	0	-14 000 000
<b>SOLDE</b>	+14 000 000		+14 000 000	

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Lors du PLF 2020 et du Plan de relance, les moyens accordés à la mission sécurité ont été augmentés, à cet égard, il est incompréhensible que ce PLFR 2021 s'inscrive à contre-courant en supprimant 20 millions d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement.

En ce sens, nous avons souhaité réduire l'annulation d'autorisations d'engagement et de crédit du programme de la gendarmerie nationale à 2 millions au lieu de 10 millions. Nous avons également souhaité réduire l'annulation d'autorisations d'engagement et de crédit du programme de la police nationale à 1 million au lieu de 7 millions.

En tant que force de la sécurité intérieure en charge de missions de sécurité publique, de lutte contre la délinquance, la gendarmerie est sans doute l'institution la plus fréquemment au contact de la population des territoires français, et ce, dans un contexte de demande de plus en plus forte de sécurité de la part des élus et de leurs administrés.

A cet égard, les importants efforts demandés par les autorités en matière de lutte contre la délinquance et le terrorisme se sont accentués ces derniers mois.

Dans cette perspective, il peut nous sembler étonnant de voir l'annulation dans la mission « Sécurité » des autorisations d'engagement et des crédits à hauteur de 20 millions d'euros dont 10 millions d'euros d'annulation pour la gendarmerie nationale.

Amendement d'appel.